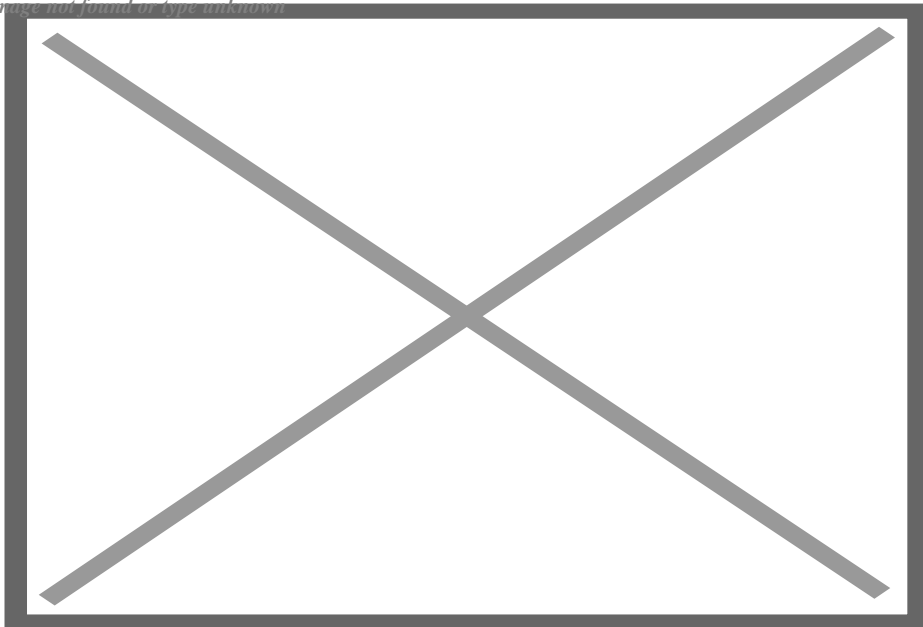


MESSAGE À LA SOCIÉTÉ CIVILE CUBAINE EXCLUE DU SOMMET DES AMÉRIQUES

Image not found or type unknown



MESSAGE À LA SOCIÉTÉ CIVILE CUBAINE EXCLUE DU SOMMET DES AMÉRIQUES

Compagnes, compagnons,

Permettez-moi de commencer par une idée qui remonte à plus d'un siècle :

« Quand un peuple fort veut guerroyer contre un autre, il incite ceux qui ont besoin de lui à faire alliance et à lui rendre service. La première chose que fait un peuple pour parvenir à en dominer un autre, c'est le séparer des autres. »

Voilà ce qu'écrivait José Martí il y a cent trente ans, après avoir participé à la Commission monétaire internationale, autrement dit l'invitation que de vigoureux Etats-Unis avaient lancée aux jeunes

républiques de Notre Amérique.

Accrédité par le gouvernement uruguayen dont il était le consul général à New York depuis 1887, devant cette Commission monétaire, Martí faillit en être exclu à partir de retards inexplicables et d'excuses mensongères du département d'État.

Cette Commission monétaire internationale fut un fiasco, et l'on affirme que Martí contribua décisivement à ce résultat par le Rapport final qu'il rédigea et qui contenait une analyse profonde et destructrice des dangers – dont il était conscient – auxquels s'exposerait Notre Amérique si elle acceptait l'union monétaire proposée.

Sans peur, sans s'embarrasser de circonlocution, Martí définit dans son Rapport pourquoi les Etats-Unis étaient incapables de s'entendre avec leurs voisins du Sud :

Ils croient à la supériorité irréfutable de « la race anglo-saxonne sur la race latine ». Ils croient à la bassesse de la race noire, qu'ils ont asservie hier et humilient aujourd'hui, et de l'indienne qu'ils exterminent. Ils croient que les peuples de l'Amérique hispanique sont formés principalement d'Indiens et de Noirs. Tant que les États-Unis ne sauront pas plus de l'Amérique hispanique et ne la respecteront pas plus – bien qu'ils pussent finir par la respecter grâce à l'explication incessante, urgente, multiple, judicieuse, de nos éléments et de nos ressources – peuvent-ils la convier à une union sincère et qui lui soit utile ? L'union politique et économique avec les États-Unis convient-elle à l'Amérique hispanique ?

Les questions que pose Martí contiennent en soi les réponses.

Peu de textes sont aussi visionnaires au sujet de la politique de l'Empire envers nos terres d'Amérique, une politique que ses visées démesurées ont congelée à ce point dans le temps qu'il continue de refuser d'écouter les voix de ceux qui ne se soumettent pas.

Que celui qui en doute compare ces expressions de Martí avec la conception discriminatoire du Neuvième Sommet des Amériques, et il constatera à quel point elles sont absolument actuelles !

Le dogme philosophique qui a toujours sous-tendu et accompagné cette ambition insatiable, c'est la Destinée manifeste, une conviction de nature raciste et suprémaciste profondément ancrée dont l'énoncé conceptuel s'est traduit dans la Doctrine Monroe, interventionniste et donc inacceptable.

Sans renoncer à aucune de ces deux conceptions, l'administration étasunienne a convoqué à Los Angeles le Neuvième Sommet continental, à participation discriminatoire et à représentation régional insuffisante.

Dans le cas de Cuba, cette exclusion a frappé non seulement le gouvernement, mais aussi les représentants de la société civile et les acteurs sociaux, nos jeunes compris. L'administration ne se borne plus à décider quel est le gouvernement cubain et comment il doit être : elle se propose même de définir quels sont les représentants de la société civile et quels sont les acteurs sociaux qui sont légitimes à ses yeux.

Permettez-moi de faire un peu d'histoire, qui occulte toujours tant de leçons.

De janvier à février 1928, Cuba a été le siège de la Sixième Conférence panaméricaine, un des mauvais germes de l'OEA et des sommets des Amériques actuels. Le président de service dans notre île était Gerardo Machado, un satrape tristement célèbre qui serait renversé par un soulèvement populaire en 1933.

Aucun historien sérieux n'ignore que le choix de Cuba comme siège de cette conférence se devait à sa subordination aux Etats-Unis. Nous étions un protectorat yankee, si bien que les invitations ne furent même pas délivrées depuis La Havane : le chargé d'affaires cubain à Washington s'en chargea.

Malgré cette soumission que Machado et son équipe accompagnèrent de force génuflexions, le président étasunien d'alors, Calvin Coolidge arriva à bord d'un bâtiment de guerre ; on peut le voir sur les clichés de l'époque en compagnie de son épouse, non aux côtés de son homologue, et plusieurs pas devant lui.

Les patrons de l' « arrière-cour » avaient donné des ordres aux responsables de la politique cubaine : évitez à tout prix toute discussion fâcheuse. Car les interventions récentes en Haïti et au Nicaragua avaient chauffé l'atmosphère, et il fallait empêcher que des discussions à ce sujet gênassent les oreilles impériales...

On dit que Machado s'était rendu aux Etats-Unis pour obtenir le siège et qu'il s'était engagé envers Coolidge à éviter toute prise de position ou dénonciation et à offrir aux Étatsuniens l'appui le plus servile.

Il revint à l'ambassadeur cubain à Washington le douteux honneur de complaire au puissant visiteur, et il fit par un éloge de l'intervention qui fait encore bouillir d'indignation de nos jours :

« Nous ne pouvons pas faire chorus avec ceux qui réclament la non-intervention, parce que, dans mon pays, le mot "intervention" a été synonyme de gloire, synonyme d'honneur, synonyme de triomphe, synonyme de liberté : nous lui devons l'indépendance. »

Un gouvernement comme celui qui accueille Coolidge, les organisateurs du Sommet des Amériques version 2022 l'inviteraient avec joie, comme leurs prédécesseurs le firent voilà quatre-vingt-quatorze ans vis-à-vis de l'indiscutable dictateur Gerardo Machado, renversé cinq ans par la Révolution de 1933.

Voilà bien la Cuba que la Révolution de 1959 a biffée à jamais de la carte de la soumission politique !

Je vous renvoie au discours historique que Raúl Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine, a prononcé en 2015 au Sommet des Amériques, tenu au Panama. Justifiant le dépassement de son temps de parole par la non-invitation de Cuba aux sommets précédents, Raúl posa les principes qui devraient garantir des relations plus fertiles entre les deux Amériques :

« À mon avis, les relations continentales doivent changer en profondeur, surtout dans les domaines politique, économique et culturel, afin que, fondées sur le droit international et sur l'exercice de l'autodétermination et de l'égalité souveraine, elles entraînent des liens mutuellement avantageux et soient axées sur la coopération dans l'intérêt de toutes nos nations et sur les objectifs fixés. »

Cuba a changé, Notre Amérique change, l'Empire ne change pas !

Notre Gouvernement révolutionnaire s'est déjà prononcé fermement sur la nature exclusive et discriminatoire de la réunion qui se tiendra du 8 au 10 juin à Los Angeles.

On sait que cette sélection opportuniste a été rejetée par la plupart des gouvernements de la région et que plusieurs d'entre eux ont pris fermement et clairement position, sans parler des absences notoires que cette exclusion a provoquées.

Cette confrontation entre politiques interventionnistes et politiques souveraines a aussi des antécédents dans l'Histoire.

En 1994, quand l'administration étasunienne d'alors a convoqué le premier de ces sommets en excluant Cuba, Fidel Castro Ruz a résumé l'essence de l'arrogance impériale dans une seule phrase : « Que de lâcheté, que de médiocrité, que de misère politique reflète réellement cette exclusion ! »

Dans l'euphorie de la prétendue fin de la Guerre froide, cette administration-là eut le front de recourir à nos plus précieux symboles pour attirer de nouveau les peuples de Notre Amérique vers un projet de recolonisation aujourd'hui bien oublié : l'ALCA.

Elle osa présenter le Sommet des Amériques comme « le rêve réalisé de Simón Bolívar » ! « Il ne manquait plus qu'elle le présente comme la réalisation des rêves de Martí ! », lui, répondit Fidel au cours d'une cérémonie historique dans la Grande Salle de l'université de La Havane qui accueillait pour la première fois un jeune, mais déjà impressionnant politique bolivarien : Hugo Chávez.

Onze ans à peine plus tard, à Mar del Plata, dans une autre cérémonie historique où le Sommet des Peuples survola largement celui des chefs d'Etat, en poussant son fameux juron : « L'ALCA, l'ALCA, c'est le caca ! », Hugo Chávez poserait l'épithète sur la tombe du projet de recolonisation de Notre Amérique. Ça oui, c'était accomplir les rêves de Bolívar et de Martí !

C'est contre cette Amérique latine qui appelle un chat un chat et Rolet un fripon, et qui ne demande la permission à personne pour exercer ses droits souverains que la liste des exclus a été dressée.

Nous sommes fiers d'apparaître en tête de liste, aux côtés des dirigeants du Venezuela et du Nicaragua, et à vos côtés, authentiques représentants de notre peuple. Tout comme nous nous sentons honorés de la solidarité vaillante d'Andrés Manuel López Obrador, de Lucho Arce, de Xiomara Castro, des dirigeants caribéens qui ont rejeté éloquemment les exclusions, et d'autres qui le feront sûrement durant ce Sommet.

Nous pourrions confirmer d'ici quelques heures ce qui sera obtenu ou quelles propositions se feront à Los Angeles, au-delà de la pompe inaugurale et de la photo du président amphitryon avec ses hôtes. Le spectacle publicitaire visant la politicaillerie interne des Etats-Unis ne pourra occulter le fait que cette administration ne porte aucun intérêt aux problèmes les plus graves et les plus immédiats des peuples latino-américains et caribéens.

Vous pouvez réviser les documents officiels et les discours de politiciens et fonctionnaires de l'administration étasunienne de ces dernières années : les maigres références à notre partie du monde reflètent bien sa profonde incompréhension des réalités actuelles d'une région à identité propre, dont les peuples accumulent une soif de justice insatiable, souffrent le sous-développement et l'inégalité croissante, et ne supportent plus le vol continu de leurs ressources naturelles et l'exploitation accrue de leurs travailleurs.

Pas plus qu'ils ne supportent davantage les pressions et les intromissions qu'exercent les Etats-Unis pour forcer des gouvernements souverains à assumer des politiques profitables aux grandes sociétés transnationales, pour en obtenir l'obéissance et pour punir quand ils n'y parviennent pas. Pas plus qu'ils n'acceptent plus longtemps le rôle que jouent des institutions créées par les Etats-Unis, telles que l'OEA et les autres instruments de domination continentale.

Rien de tout ceci n'apparaît à l'ordre du jour de la réunion de Los Angeles.

La question des mouvements migratoire dans la région est intimement liée au développement et, surtout, au sous-développement. Elle a un rapport étroit avec le modèle capitaliste mondial et l'avancée du néolibéralisme, dont les politiques économiques engendrent plus de marginalisation, d'instabilité sociale, de chômage, de carence de services de santé, ainsi que des systèmes d'éducation mal financés et insuffisants, et des ruptures du tissu social des communautés.

Toujours plus de segments de la population continueront de chercher la satisfaction de leurs besoins et de leurs rêves de prospérité dans les économies avancées du Nord. La réalité actuelle confirme la vieille idée que si le développement ne commence pas une bonne fois pour toutes à drainer vers le Sud, le sous-développement avancera toujours plus vite vers le Nord.

Les formules répressives, comme celles que les Etats-Unis prétendent imposer dans le document correspondant, ne sont pas la bonne réponse : elles permettent d'atténuer pour un temps les flux migratoires incontrôlés, mais elles ne règlent pas la multiplicité de causes et de conditions qui provoquent

l'émigration irrégulière.

Pour ce qui est de Cuba, l'administration étasunienne a appliqué pendant quatre ans une politique visant à stimuler l'émigration irrégulière. En règle générale, elle offre l'entrée à ceux qui arrivent à ses frontières par des voies irrégulières, leur concède le privilège d'obtenir la résidence permanente en vertu de formules légales établies uniquement pour les Cubains, ferme les voies légales pour émigrer et maintient une politique de guerre économique qui vise à déprimer le niveau de vie de la population. Bref, en quelque sorte, une recette parfaite pour fomenter la migration irrégulière !

Mais comme ce Sommet-ci ne prévoit pourtant pas une discussion à fond de ces questions, il n'y a pas lieu d'en attendre le moindre résultat concret au sujet d'un problème qui continuera de peser sur nos sociétés et sur les relations continentales.

N'attendons pas non plus une discussion fructueuse sur le transfert de technologie sans lequel il est très difficile d'attendre une impulsion au développement de la région.

L'accroissement de la connectivité et de l'accès à l'Internet dans toutes les communautés est valable. Mais si cet effort se borne à promouvoir des marchés captifs au profit de la publicité commerciale et à stimuler la consommation incessante, son bénéfice sera nul pour l'Amérique latine et les Caraïbes : les gagnants seront bien entendu les grandes entreprises commerciales.

Pis encore, s'il vise à établir des plateformes idéologiques qui contribuent à semer dans les communautés, notamment chez les jeunes, les idées mises au point dans les laboratoires idéologiques des Etats-Unis en vue de fomenter des conduites et des visions du monde qui stimulent l'apathie politique et l'aliénation sociale, incitent à l'égoïsme, encouragent le racisme, le narcissisme et l'agressivité, le résultat en sera extrêmement dangereux. Tout comme il le sera s'il prétend fomenter le mensonge, la banalité, la politicaillerie malhonnête, la calomnie et le mercenariat informatif.

Si ce que l'on cherche, c'est plus d'influence et de contrôle sur nos sociétés grâce au monopole de quelques-uns des plateformes technologiques de l'information, le résultat final sera de toute évidence la consolidation, par de nouvelles méthodes, de la mainmise hégémonique et impérialiste.

S'il est un point que les porte-parole des Etats-Unis n'ont cessé de réitérer ces jours-ci pour faire l'article de leur Sommet, c'est la défense de la démocratie, qu'ils égalent de manière trompeuse à la promotion du capitalisme, comme si c'était du pareil au même alors que, précisément, ce sont des concepts aux antipodes.

Rien dans l'histoire passée ou récente des Etats-Unis, ni dans leur conduite actuelle sur le continent ne permet d'inférer que la démocratie ou le respect des droits de l'homme sont des priorités véritables de leur politique extérieure régionale. Quand ils l'affirment, ils font preuve de malhonnêteté, et ils le savent.

Pour ne prendre que les cinquante dernières années, les Etats-Unis ont installé ou soutenu totalement les régimes les plus sanguinaires et les plus répressif qu'a connus ce sous-continent, ceux qui ont pratiqué sans vergogne l'assassinat, les disparitions forcées, les massacre, les tortures et les exécutions extrajudiciaires.

Supposer que nos peuples ont la mémoire courte est une erreur et une preuve de mépris inacceptable.

Mais – et c'est là le plus important – les administrations étasuniennes n'ont pas la moindre autorité morale pour parler de démocratie, alors qu'elles ne sont même pas capables de la défendre ou de la promouvoir sur leur propre territoire et pour leurs propres citoyens.

Il est foncièrement malhonnête de se dire défenseur des principes démocratiques alors que, en vertu de lois fédérales récentes, le système politique étasunien permet de financer sans limites les campagnes

électorales et les démarches des politiques, de les acheter, ce qui revient à acheter des dirigeants.

Il n'est pas sincère de prôner la démocratie dans la région alors que, dans de nombreux États de ce pays, toujours plus de lois restreignent le droit de vote et la possibilité de l'exercer, surtout si l'électeur a de bas revenus, s'il appartient à l'une des minorités ethniques ou s'il vit dans des quartiers considérés comme marginaux.

Il est difficile pour un gouvernement de se dire promoteur des droits de l'homme quand il n'est pas capable d'assurer le droit à des services de santé essentiels dans le pays le plus riches et le plus puissante de la planète, quand il ne se propose même pas de se doter des instruments politiques et juridiques nécessaires pour empêcher la vente sans contrôle à la population d'armes de guerre, au prix croissant de vies innocentes, dont des enfants pour lesquels même aller à l'école devient risqué.

La promotion de la démocratie et des droits de l'homme n'est qu'une chimère dans un système politique où l'intérêt des fabricants et des commerçant d'armes de guerre est prioritaire et plus important que la vie des enfants, que le droit à la santé et à l'éducation.

Il n'est pas honnête pour un gouvernement de prôner les droits de l'homme quand il permet l'essor du racisme, de pair avec les courants d'intolérance et de suprématie blanches, quand les abus de la police et de la justice contre les personnes d'ascendance africaine sont le pain quotidien.

Il ne l'est pas non plus quand l'emprisonnement ou l'arrestation d'enfants et d'adolescents atteint des niveaux absolument inacceptables. Selon des données de l'association américaine pour les libertés civiles, au moins soixante mille enfants et jeunes âgés de moins de dix-huit ans sont, chaque jour de l'année, enfermés ou détenus dans des prisons ou des centres de détention pour jeunes.

Selon l'Initiative de politiques carcérales, beaucoup d'entre eux n'ont même pas commis de délits, et de milliers restent derrière les barreaux pour des infractions non pénales. Les Etats-Unis sont le seul pays du continent à condamner des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des peines de prison à vie, sans liberté provisoire.

Malgré un bilan aussi déplorable, l'administration étasunienne ose affirmer que son critère pour inviter ou exclure des pays du continent à ce Sommet ont été les normes de démocratie et des droits de l'homme. C'est insulter l'intelligence et le bon sens !

Compte tenu de la conception de ce Sommet et des documents préparés, on sait d'avance qu'il ne discutera ni n'adoptera rien qui traite de l'inégalité économique et social de la région, de la marginalisation, même pas aux Etats-Unis. On sait qu'il n'abordera pas le problème croissant de la judiciarisation de la politique en vue de saboter la volonté populaire et les gouvernements élus avec le soutien des secteurs les plus modestes, ni des efforts des grandes sociétés transnationales pour corrompre les gouvernements de la région.

Il n'analysera pas en profondeur pourquoi les Etats-Unis et l'Amérique latine font partie des régions les plus touchées par le Covid-19.

Aucun des documents présentés par le département d'État ne propose des actions pratiques dans la lutte contre le racisme, ou en faveur des droits des femmes et des enfants, ou pour soulager la situation précaire des migrants.

On ne prendra aucune mesure pratique face aux changements climatiques croissants et aux catastrophes naturelles qui menacent tellement les pays de la région. Le terrorisme, dont le terrorisme d'État, et la manipulation de cette question à des fins politiques ne sont pas inscrits à l'ordre du jour. On n'y confirmera pas le droit de l'Argentine sur les Malvinas ni celui de Porto Rico à l'indépendance.

Les documents à adopter n'offrent aucune déclaration sur les mesures coercitives unilatérales et sur leur utilisation contre des pays de la région en tant qu'armes de pression politique.

Pas plus qu'ils ne ratifieront la demande unanime de la région, soutenue par la quasi-totalité de la communauté internationale, qui réclame la levée du blocus économique criminel dont souffre le peuple cubain depuis soixante-trois ans.

Mais on ne pourra pas bâillonner Cuba ni la solidarité avec elle. Nous savons que le rejet du blocus économique s'y fera entendre et que l'administration étasunienne est parfaitement consciente que ce sentiment est partagé d'un bout à l'autre de ce continent.

Voilà des mois que nous savons que l'occasion de profiter de la présence des présidents de la région pour discuter à fond des nombreux problèmes qui pèsent sur nos sociétés serait ratée à Los Angeles. Il aurait pu en être autrement.

L'administration étasunienne, forte de son énorme pouvoir économique et technologique, de sa grande influence, aurait pu faire une contribution capitale dans ce sens. Il y aurait fallu, bien entendu, un zeste d'humilité, d'autocritique, de reconnaissance des cicatrices qui balafrent notre histoire, un minimum de solidarité et moins d'égoïsme. Il aurait aussi fallu qu'elle admette sincèrement que les temps ont changé.

La communication et l'interaction interaméricaines sont nécessaires. Il faut instaurer des espaces de dialogue et de coopération entre nous qui habitons au sud du Rio Bravo et les nations du Nord. Mais il y faut du respect. Benito Juárez l'a dit dans une synthèse géniale en 1867 : « Entre les individus tout comme entre les nations, le respect du droit d'autrui, c'est la paix. »

Nous, Latino-Américains et Caribéens, nous ne nous considérons comme l'arrière-cour ni l'avant-cour de qui que ce soit. C'est là une notion qui nous offense et que nous rejetons. Quand nous avons constitué la Communauté des États latino-américains et caribéens, la CELAC, nous avons réaffirmé notre attachement inconditionnel à la défense de la souveraineté, de l'indépendance et de l'autodétermination.

En promouvant la nécessité de l'unité et de l'intégration régionales, nous avons affirmé notre engagement de respecter la diversité entre nous. Dans cette région, il y a de grands pays et il y en a de petits ; certains sont riches en ressources naturelles et d'autres en manquent ; certains exportent des hydrocarbures ou de l'énergie électrique, et d'autres en importent ; certains sont de gros producteurs d'aliments et d'autres recourent au commerce extérieur pour satisfaire leurs besoins. Il y a aussi les petits États insulaires qui méritent un traitement préférentiel et différencié dans la conduite de leurs relations économiques internationales.

Nous avons dans certains cas de profondes différences idéologiques, ce qui n'a pas empêché le développement de relations, voire de la coopération, aussi bien pour régler de graves conflits politiques que pour contribuer à régler de profonds problèmes sociaux et prêter des services aux populations le plus dans le besoin. En 2014, nous avons souscrit à l'unanimité à La Havane la Proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une Zone de paix.

Les Etats-Unis pourraient coopérer avec cette région vaste, riche et complexe et joindre leurs efforts avec elle pour affronter les gros problèmes du monde actuel. Mais cela doit se faire dans le respect absolu de l'égalité souveraine.

Les temps ont changé, et Notre Amérique n'accepte plus que l'impérialisme lui impose ses intérêts, tout comme elle n'accepte plus d'être utilisée par les Etats-Unis pour contrer ceux qu'ils considèrent comme des rivaux stratégiques dans d'autres parties du monde.

Notre peuple a des raisons de se demander : pourquoi prêtons-nous tant d'attention à une réunion qui promet des résultats dérisoires compte tenu des grandes absences parmi les assistants et du fait que les

Etats-Unis ont décidé d'exclure d'avance plusieurs pays de la région ?

C'est que nous n'avons pas le droit d'ignorer ce nouvel effort, bien que raté, de ressusciter la doctrine Monroe, et ne pouvons manquer de dénoncer cette comédie consistant à convoquer une fois de plus nos pays pour assister à un spectacle aux relents néocoloniaux. Les Etats-Unis peuvent bien avoir la capacité d'empêcher la présence de Cuba à Los Angeles, mais ils ne l'ont pas de faire taire nos voix ni de bâillonner la vérité.

Notre peuple a été au courant de ces questions. Il est mieux informé que quiconque et il comprend la situation actuelle du continent. Il participe à la politique extérieure et il est le garant de la souveraineté nationale et de l'indépendance face aux visées hégémoniques des Etats-Unis. Il a de plus une vocation solidaire internationale et le droit bien gagné d'être courant des événements de la région.

Un Sommet des peuples se tiendra aussi à Los Angeles les 8, 9 et 10 juin. Les informations qui nous parviennent indiquent qu'il s'agira d'une véritable arène de débat et de confrontation d'idées, avec un vaste ordre du jour et à l'écoute des inquiétudes les plus urgentes de l'ensemble de la région, avec la participation d'organisations sociales, de syndicats, de groupes de jeunes, d'associations communautaires et de personnes ayant en général une profonde conscience sociale.

Tout annonce qu'il s'agira d'un événement politique vraiment capital, et nous regrettons de ne pas pouvoir y participer de manière présentielle. Nous savons que la contribution des Cubains aurait été importante et que ç'aurait été aussi pour vous une grande expérience de pouvoir écouter les problèmes et les approches de milliers de participants aussi divers.

à un moment tel que celui que vivent les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, il est sage d'en revenir à José Martí. Son article-manifeste capital, « Notre Amérique », possède une actualité étonnante. Il y a transcrit des enseignements qui valent pour tous les temps. Il y a écrit :

« ...le devoir urgent de notre Amérique est de se montrer telle qu'elle est, une dans l'âme et dans la tentative, vainqueur rapide d'un passé suffoquant, uniquement souillée du sang de l'engrais que la bataille contre les ruines arrache aux mains et de celui des veines que nos maîtres nous ont laissées tailladées. Le dédain du voisin formidable qui ne la connaît pas est le plus grand danger que court notre Amérique ; et il est urgent, parce que le jour de la visite est proche, que le voisin la connaisse, la connaisse vite pour qu'il ne la dédaigne pas. »

Je vous remercie.

(Cubaminrex - Presidencia de Cuba)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/290279-message-a-la-societe-civile-cubaine-exclue-du-sommet-des-ameriques>



Radio Habana Cuba